

Partenariat transpacifique : le temps est venu

OTTAWA, ONTARIO, CANADA, May 7, 2015 /EINPresswire.com/ -- Partenariat transpacifique : le temps est venu

Pour les exportateurs de produits agricoles et alimentaires, le Partenariat transpacifique suscite énormément d'intérêt. Après cinq ans de négociations, une entente est finalement à la portée.

L'engagement qu'ont pris la semaine dernière le président des États-Unis Barack Obama et le premier ministre du Japon Shinzō Abe montre que l'entente est sur le point de se conclure. Le Japon et les États-Unis étant au centre de cette entente de libre-échange de très grande envergure, tout tombera en place dès qu'ils auront donné leur accord.

Si certains ont souligné la nature des demandes faites par les autres pays au Canada, l'importance de l'entente pour le Canada, et les exportateurs agroalimentaires canadiens en particulier, ne devrait en revanche pas être sous-estimée.

Le secteur agricole canadien et l'un des secteurs agricoles les plus dépendants du commerce dans le monde. À l'échelle du pays, c'est l'équivalent de 50 milliards de dollars par année en produits agricoles et agroalimentaires que nous exportons, c'est-à-dire la moitié de ce que nous produisons. Autrement dit, plus de 90 pour cent des producteurs canadiens dépendent des exportations, comme c'est le cas pour 40 pour cent du secteur de la transformation alimentaire.

Pour le Canada, le Partenariat transpacifique est un moyen de préserver sa place dans l'économie intégrée de l'Amérique du Nord et de favoriser l'accès aux pays à l'économie en pleine expansion d'Asie et du Pacifique, notamment le Vietnam, la Malaisie et Singapour.

À ces pays s'ajoute le Japon, la pièce maîtresse du Partenariat, dont la demande du marché s'élève à 4 milliards de dollars par année en produits agroalimentaires canadiens, soit environ 10 pour cent du total des exportations agroalimentaires du Canada. Le Japon est le plus important marché prévisible pour le canola canadien, le deuxième marché pour le malt et le porc du Canada, le quatrième marché pour le bœuf canadien et un marché très lucratif pour le blé et les légumineuses à graines du Canada.

Imaginez un pays d'exportation comme le Canada exclu d'une entente commerciale grâce à laquelle ses concurrents jouiraient d'un accès privilégié à l'un de ses marchés les plus lucratifs et stables! Avec toutes les possibilités qui s'offrent à nous, il va sans dire que cette entente est de loin plus avantageuse que toutes celles qui l'ont précédée. Elle englobe un nombre inégalé de pays de la zone Asie-Pacifique, pourrait accroître les mesures disciplinaires en fonction des réalités commerciales du XXI^e siècle et établit un bloc commercial régional auquel d'autres pays sont déjà impatients de se joindre.

Mais il reste du chemin à parcourir. Il faut d'abord que les 12 États membres parviennent à une entente définitive qui ouvrira aux exportateurs de produits agroalimentaires canadiens la porte à un marché de 800 millions de consommateurs représentant 65 pour cent de nos exportations.

Dans un contexte de fin imminente des pourparlers, le Canada doit agir vite s'il veut obtenir un accès intégral et équitable aux marchés des pays signataires du Partenariat transpacifique. C'est une

occasion historique qui dépasse en importance le programme de politique intérieure de n'importe quel pays. Nous ne pouvons nous permettre de manquer le bateau.

Il n'est absolument pas envisageable de se faire exclure d'une entente commerciale qui englobe 40 pour cent de la production économique mondiale. Le secteur agricole a besoin du Partenariat pour continuer d'être un gros joueur dans l'économie canadienne. Plus que tout, le pays doit participer entièrement aux négociations afin que les exportateurs canadiens aient droit à la même qualité d'accès aux marchés que les exportateurs des autres pays signataires.

Nous devons bien offrir à nos éleveurs, à nos agriculteurs, à nos producteurs et à nos exportateurs les mêmes chances de compétitionner et de développer des marchés que nos concurrents internationaux.

Le temps est venu. Profitons de l'occasion.

Claire Citeau
Directrice générale
Alliance Canadienne du Commerce Agroalimentaire (ACCA)
Suite 1207, 350 Sparks Street, Ottawa, ON K1R 7S8
613-560-0500 | <http://cafta.org>
cciteau@cafta.org

Claire Citeau
Alliance Canadienne du Commerce Agroalimentaire
613-560-0500
[email us here](#)

This press release can be viewed online at: <http://www.einpresswire.com>

Disclaimer: If you have any questions regarding information in this press release please contact the company listed in the press release. Please do not contact EIN Presswire. We will be unable to assist you with your inquiry. EIN Presswire disclaims any content contained in these releases.

© 1995-2015 IPD Group, Inc. All Right Reserved.